

Editorial

Par Mohamed Fall O. Oumère

Notre journal a été retenu plus de 24 heures par les services du ministère de l'intérieur. Comme au 'bon vieux temps', les censeurs ont cherché à occulter la vérité, à censurer l'opinion. Le nouveau pouvoir n'a rien changé aux vieux réflexes. Pour une raison simple : le ministre qui est la seule 'nouveau' dans ce département ne peut rien apporter en termes d'améliorations dans le respect de la loi. Nous ne demandons rien de plus ! Que le ministère respecte les termes de la loi : qu'on nous remette un récépissé de dépôt légal au moment où nous effectuons ce dépôt. Ce n'est pas diable. Et si le ministre 'nouveau' de l'intérieur ne peut pas comprendre cela, on peut se demander quelles compétences il a pour comprendre le reste. Le reste, c'est la réforme de l'administration et sa modernisation, la conduite de la mise en place des nouvelles normes en matière d'élections, de regroupements, de gestion de la vie publique et d'exercices des libertés... Trop pour quelqu'un qui n'a jamais occupé qu'un poste de préfet ou, une fois, celui de conseiller technique ('garage'). Il faut demander des comptes à celui qui l'a placé à ce poste. C'est à peine si l'on ne revenait à cette époque où le département est confié à un professeur de lycée. Mais l'intérieur n'est pas le seul ministère à 'souffrir' des choix peu judicieux et du poids du passé.

Le ministère de l'Équipement et le transport vient de changer toutes ses directions sans que, visiblement, le ministre titulaire soit impliqué dans les choix. Certains se sont vu promus doublement : en gagnant des postes et des diplômes. Est-ce pour cacher l'impossibilité pour le gouvernement – et au-delà, du CMJD – d'appliquer la politique de libéralisation dans le domaine du transport ? Initialement prévue le 1er octobre, cette application a été remise aux calendes grecques. Même sans Ould Taya, surtout sans lui, la FNT reste puissante. Le Bureau national des transports (BNT) ne disparaîtra pas. Le pays ne sera pas libéré du joug de la FNT. Le ministre, fut-il Ba Ibrahim Demba, n'y peut rien. Mais un ministre qui ne peut appliquer la loi, doit démissionner. Sinon dénoncer ceux qui lui refusent d'appliquer le droit et de rendre justice. Sans la liquidation de la FNT et du BNT, ce pays restera sous le joug de la corruption instituée et de la tyrannie aveugle. Tous les malheurs du pays sont à soigner à partir de là. C'est le grand test pour le nouveau pouvoir. Un deuxième grand test : la gestion de nos relations avec les partenaires pétroliers. Le profit que la Mauritanie aurait dû tirer de cette manne a été compromis par les négociateurs plus portés sur les dividendes placés dans des comptes à l'étranger. Par certains aspects, la ressource a été bradée. Est-ce pour cela qu'il faille remettre en cause les engagements de la Mauritanie ? Risquée pour le nouveau pouvoir et pour le pays. Le gouvernement doit trouver un juste équilibre : récupérer une partie du pactole (4-10 milliards dollars) sans brusquer

les compagnies. Sinon récupérer le manque à gagner en amenant les anciens responsables à répondre de leurs actes (restituer les commissions qui se chiffrent en millions de dollars). Les négociations qui se déroulent en marge du forum pétrolier en Afrique du Sud, entre Woodside et la Mauritanie, ces négociations seront déterminantes pour l'avenir du pays et du nouveau pouvoir.

L'éducation qui est une urgence en matière de redressement a été négligée. Considérablement. Alors que l'on axe sur le bilinguisme, les deux ministres choisis sont monolingues (Arabe). Heureusement qu'il y a leurs secrétaires généraux pour pallier aux insuffisances. Malgré les conditions difficiles – effets de l'hivernage, choléra... – on s'entête à vouloir ouvrir le 3 octobre. Réflexe d'un passé décrié où l'essentiel est de faire semblant.

Dans le secteur de la santé on continue d'occulter cette épidémie de choléra et on préfère parler de 'diarrhées aiguës'. Le ministre n'inspire point confiance. Les hôpitaux continuent d'être des mouiroirs.

Avec la création d'une nouvelle structure de contrôle, on alourdit le contrôle et on compromet l'option bonne gestion noyée dans cette vague terminologie de 'la bonne gouvernance' qui a absorbé tant de fonds sans donner de résultats probants. Le déficit budgétaire ne peut être résorbé. La dernière sortie du PM a perturbé l'économie sans éclairer sur les perspectives : va-t-on vers un audit complet ? allons-nous demander des comptes aux gestionnaires du plan d'urgence (17 milliards en 2003) ? à ceux des projets pillés ? aux amateurs ? aux responsables du trésor ces dernières décennies ? à ceux du budget ? aux comptables ? aux directeurs de la douane, des établissements publics, des impôts, de la SNIM, aux commandants de corps (gendarmérie, garde, armée) ? ou craint-on des 'dommages collatéraux' – pour ne pas dire 'éclaboussures' ou 'effet boomerang' – en envisageant cela ?

Tout cela n'est pas clair et c'est grave. Le pays a trop souffert l'irresponsabilité de ses fils. C'est sans doute ce qui a poussé l'élite de l'Armée à faire le changement. Nous lui en sommes reconnaissants. Mais ces vaillants officiers doivent choisir : exercer le pouvoir ou s'en éloigner complètement. La responsabilité ne se partage pas. Il est aujourd'hui de notoriété que certains de ces officiers sont devenus une sorte de 'boîte postale' où s'entassent les C-V des demandeurs de nominations. C'est grave. Le trafic d'influence qui a détruit l'administration par le passé, commence ici. Ce qu'il faut pour le CMJD, c'est peut-être de sortir de ce créneau-là, de se retirer peu à peu de la vie publique en laissant seulement son président avec pour mission de rétablir la justice et de reprendre le processus démocratique. Nous n'en serons que plus reconnaissants à nos braves officiers du CMJD.

Une hirondelle ne fait pas le printemps, Un changement d'air fait-il l'ère du changement ?

La dernière disposition prise par l'équipe de la transition en Mauritanie est une circulaire de la Primature relative à la restriction sur l'usage abusif des véhicules de services. La méthode consiste à donner des badges aux détenteurs des véhicules portant les immatriculations SG, IF, TT afin de leur permettre de circuler en temps normal.

Le contrôle est censé débiter le soir des jours ouvrables à partir de 20 heures. Les jours fériés, le contrôle doit se dérouler toute la journée. Tout véhicule devant circuler en dehors des périodes autorisées, devra présenter un document dûment signé et faisant foi de permission. En attendant, la pratique n'est pas encore visible sur le terrain. Après il sera question de rationaliser l'utilisation du téléphone et de l'électricité dans les services. Entré temps, le climatiser, le réchaud électrique sont allumés à longueur de journées dans les bureaux. Sans compter le rythme effréné avec lequel coule le thé... C'est à se demander à combien est facturé le thé quotidien dans les bureaux.

Il y a eu également une décision de réduire les prix qui attend toujours d'être pratiquée de manière globale par les commerçants.

A l'actif du CMJD et du gouvernement de O. Boubacar, la création d'une inspection générale d'état... L'amnistie générale, la possibilité de revoir le cas des islamistes encore détenus, l'accès aux médias publics pour les leaders des partis politiques, une circulaire interdisant les réunions à caractère ethnique ou tribal... sont autant de signes de déblocage d'une situation de malaise ambiante entre la classe politique, la société civile et le régime déchu. Tout ceci correspond à un air de changement effectif. Les signes étaient clairs dès la composition du gouvernement de transition : création de comités interministériels. Nominations de cadres présentés comme ayant les compétences dans les domaines qui leur sont confiés. Même si par ailleurs on a objecté quelque part que la principale source qui a fourni les cadres de l'ère de la transition était le PRDS qui était au pouvoir jusqu'au 03 août et plusieurs jours après, il y avait à reconnaître que le PRDS était aussi un réservoir de cadres dont la plupart avaient été contraints à troquer leurs compétences contre le suivisme d'un régime dont les pratiques n'avaient rien, à voir avec la technocratie.

Aujourd'hui sur l'air du changement, l'on en est encore à se poser des questions. Qu'est ce qui a réellement changé ?

Tout et pas grand-chose à la fois. Les mesures individuelles, les démissions, les murmures sur de quelconques mésententes entre certains ministres et certains de leurs chefs de services, les cas de déception... sont par ailleurs autant de raisons pour d'aucuns de se dire sceptique. Sans compter que les gestes de justiciers qui ont suivi n'ont pas été étendus à tous ceux qui fondaient leurs espoirs sur un changement applaudi unanimement du reste. Réfugiés, Islamistes accusés d'être de connivence avec le GSPC et autres exilés attendent toujours d'être invités retrouver la sérénité...

On parle des relents du clientélisme, de favoritisme dans les choix. Si cela s'avère, il faut dire que la rupture n'a pas été systématique. Elle ne peut l'être pour le moment dans la mesure où ceux qui ont encore la gestion de l'administration en main ont été éduqués selon des manières qui sont restées ancrées dans leurs mentalités depuis au moins vingt ans. Ils ont encore les réflexes du favoritisme...

Du côté des comités interministériels qui devront rendre leurs rapports dans quelques semaines, il semble que le travail est pratiquement en avance. Ce à quoi certains leaders objectent qu'il s'agit d'un travail unilatéral. Ce qui veut dire que les choses se déroulent peut être sans débat réel. La classe politique devant attendre les résultats, on ne peut pas dire qu'elle est impliquée dans ce travail. Pour le moment elle attend. Et l'on ne sait pas quels débats susciteront les résultats entre elle et un gouvernement qui jusqu'alors ne fait l'objet d'aucune contradiction remarquable de la part de ce qui fut l'opposition. C'est comme si les partis politiques ont perdu leur virulence des débats parlementaires avec l'arrivée du CMJD qui leur ayant tendu la perche des têtes à têtes avec le chef de l'état les a visiblement réduits au silence. Ce ne sont pourtant pas les raisons qui manquent à cette ancienne opposition de se prononcer sur l'air du changement. Peut-être attend elle les résultats des travaux se rapportant aux élections. Résultats qui du reste concerneront leur devenir politique...

K.D